

autres pays dans l'avenir de leurs relations commerciales avec les États-Unis.

Il s'agit ici d'une question au sujet de laquelle les membres de la Chambre espèrent que le gouvernement continuera de protester énergiquement. Nous comptons que le ministre pourra bientôt nous informer que, d'après les réponses du gouvernement de Washington, ces protestations ont porté fruit et qu'elles nous ont épargné cette intervention projetée du gouvernement des États-Unis.

(Plus tard)

**M. E. D. Fulton (Kamloops):** Puis-je poser au ministre du Commerce une question que m'inspire la déclaration qu'il vient de faire? Elle a trait en particulier à la situation qui se présenterait aux exploitants du pipe-line des Rocheuses si les États-Unis appliquaient le programme qu'ils étudient présentement. Je me permets d'ajouter que je ne saisis pas très bien tous les aspects de la situation, étant donné le télégramme que le ministre a reçu du président de la *Socony-Vacuum*. Si le programme à l'étude était mis en pratique, cela diminuerait-il beaucoup le volume actuel du pétrole expédié par ce pipe-line? Dans le cas de l'affirmative, le ministre est-il renseigné sur le pourcentage approximatif et la valeur en dollars que cette réduction représenterait?

**Le très hon. M. Howe (ministre du Commerce):** Le télégraphe imprimeur Dow-Jones a transmis hier un message que le journal a publié. L'honorable député pourra voir ce message dans la *Gazette* de ce matin. Il y est question d'une brusque réduction des livraisons par voie du pipe-line des Rocheuses à la raffinerie qui se trouve dans l'État de Washington. Toutefois, dans son télégramme, que je viens de lire, le président de la *Socony-Vacuum* affirme qu'on a cité inexactement ses paroles, que la réduction que la société proposait au comité du Sénat d'effectuer de son propre chef atteindrait les pays du littoral de l'Est et non pas les livraisons par voie du pipe-line des Rocheuses.

**M. Fulton:** Si cette ligne de conduite allait être appliquée aux États-Unis, serait-il forcé de restreindre les importations en provenance de la Trans-Mountain?

**Le très hon. M. Howe:** J'ignore si l'on viserait un pipe-line en particulier. Certain texte législatif a été soumis au Congrès et certain programme a été annoncé par l'exécutif. Je ne puis dire si l'un ou l'autre pourrait avoir des répercussions sur le pipe-

line de la Trans-Mountain. N'étant pas actionnaire de cette entreprise, je ne me préoccupe guère de ce point.

**L'hon. George A. Drew (chef de l'opposition):** J'ai une question complémentaire à poser sur le sujet qu'on a soulevé et qui est de toute première importance. Le ministre du Commerce étudierait-il l'à-propos de signaler au gouvernement des États-Unis, en sus des sujets précis déjà mentionnés, les répercussions que pourrait avoir sur la confiance dans les placements de fonds des États-Unis au Canada l'application de tout programme,—non seulement pour ce qui est du pétrole, mais relativement à d'autres produits,—où au moyen d'ententes spontanées, des restrictions sont imposées qui sont tout aussi efficaces que s'il existait un rempart entre nos deux pays?

**Le très hon. M. Howe:** Monsieur l'Orateur, la suggestion du chef de l'opposition est bonne. Je pensais que nous avions fait état de presque toutes les raisons à faire valoir à l'encontre des mesures en cause, mais je serai très heureux d'aviser notre ambassadeur que cette suggestion mérite également d'être retenue.

(Plus tard)

**M. Erhart Regier (Burnaby-Coquitlam):** J'ai une autre question à poser au ministre du Commerce. Étant donné les représentations énergiques qu'il a transmises au gouvernement des États-Unis, puis-je lui demander si des sociétés pétrolières américaines, des sociétés pétrolières canadiennes ou le syndicat canadien des ouvriers du pétrole ont communiqué avec son ministère à cet égard et, dans le cas de l'affirmative, lequel de ces trois groupements a formulé des observations?

**Le très hon. C. D. Howe (ministre du Commerce):** Autant que je sache, le ministère a agi entièrement de sa propre initiative. Personne ne m'a soumis d'observations, du moins à moi personnellement. Je devrai me renseigner auprès du ministère afin de savoir s'il y en a eu.

**M. M. J. Coldwell (Rosetown-Biggart):** Le ministre veut-il dire qu'on a fait des représentations le 16 mars? Nous sommes le 23 du mois et je voudrais bien savoir s'il a appris, depuis lors, quel accueil a été fait à ces observations.

**Le très hon. M. Howe:** Je n'ai pas les documents en mains, parce que je les ai donnés au sténographe officiel. Je crois que les représentations ont été formulées un peu avant le 16 mars, mais nous n'avons pas encore reçu de réponse officielle.